

moins en mesure de riposter sont les plus durement frappés, et je parle en particulier des chômeurs.

M. Parent: Où trouverez-vous les 292,000 emplois?

M. Alexander: Je ne sais pas ce que le député veut dire lorsqu'il parle de 292,000 emplois mais le fait est que les mêmes personnes qui ont rencontré le premier ministre m'ont dit qu'elles ne désiraient pas d'aide publique, mais des emplois. Le gouvernement ne crée pas suffisamment d'emplois. On nous rapporte que l'effigie du premier ministre a été brûlée par des chômeurs. Voilà le message. Peu importe ce que le simple député libéral dit, ce que le gouvernement dit en fait aux chômeurs c'est: «Tout va bien pour moi, débrouille-toi tout seul».

Une voix: Ce n'est pas le cas.

M. Alexander: Le voilà qui recommence. Le ministre du Travail (M. Munro) m'interrompt de nouveau. Je ne sais pas pourquoi il fait cela, peut-être qu'il est jaloux de mon succès. Il essaie de massacrer un bon discours. Il ne l'aime pas, parce que je l'ai désigné du doigt en déclarant qu'il n'avait pas été totalement honnête avec les Canadiens lors des élections de 1974. Tout ce que je sais, c'est que nous avons vu maints exemples du mépris impitoyable manifesté à l'égard du triste sort des chômeurs. N'allez pas penser que je suis le seul à parler ainsi, monsieur l'Orateur.

Je tiens à verser au compte rendu certaines des réflexions de notre bien-aimé premier ministre, et j'intitulerai ces citations «Les pensées de Trudeau sur le chômage». Je dois procéder ainsi car c'est ainsi que cela se lit. Je sais que mon temps de parole va bientôt expirer, monsieur l'Orateur, mais je vais lire ces réflexions si rapidement qu'elles vous feront blêmir. Le 25 mars dernier, il a déclaré:

Si ce n'est qu'un emploi que vous voulez, je ne vous plains certainement pas.

Il a également dit le même jour:

S'ils ne se plaisent pas ici, qu'ils se trouvent donc un autre pays où l'on a besoin de diplômés d'université.

Le 11 mars 1972, il a déclaré:

Le chômage peut devenir une véritable obsession.

Mme Campagnolo: Ce sont toutes des citations tronquées.

M. Alexander: Elles sont toutes authentiques. Hors de contexte peut-être, mais accablantes. Le ministre d'État à la santé et au sport amateur (M^{me} Campagnolo) nous dit qu'il s'agit de citations tronquées. Il n'en faut pas plus pour abattre le gouvernement. Et voici, pour finir, une autre citation, tronquée ou hors de contexte si l'on veut. Le 8 octobre dernier, le premier ministre a déclaré:

Le chômage n'est pas aussi grave que certains le prétendent.

Merci de votre patience, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, s'il vous plaît. La période de temps allouée au député est expirée.

M. Arnold Peters (Timiskaming): Monsieur l'Orateur, ce débat s'est avéré des plus intéressants et je pense que nous devons un vote de remerciement au député de Rimouski (M. Allard) pour avoir présenté cette motion. Nous avons entendu pendant un certain temps les sarcasmes de l'orateur qui m'a précédé au sujet des déclarations que le premier ministre (M. Trudeau) aurait faites pour dire que le problème du chômage n'était pas grave. Un député d'en face a mentionné qu'il y

avait 285,000 emplois. Oui, c'est ce que l'on offre à 1,300,000 personnes.

M. Lefebvre: Vous avez tout compris de travers.

M. Peters: Il est très difficile de faire la part des choses, mais s'il y a autant de nouveaux emplois, il n'en reste pas moins que 1,300,000 personnes se cherchent du travail. Il est vrai que la population augmente. Il y a très peu d'endroits où l'accroissement de la population soit nul. C'est ce que le député a mentionné.

Ce débat s'est avéré des plus intéressants car pour la première fois un grand nombre de députés ont reconnu qu'il y a des problèmes au pays. C'est la première fois que j'entends les députés d'en face dire qu'ils ont des problèmes. J'ai trouvé intéressant que certains députés admettent qu'ils aient des problèmes dans l'industrie de la chaussure et du textile et qu'il y ait des problèmes au Québec. Il n'est pas moins intéressant que les conservateurs aient dit que ces problèmes ne seront pas résolus par un autre don aux sociétés, aux grandes entreprises, que ce soit sous la forme de dégrèvements d'impôt ou de simples subventions. Cela me semble étrange, car demain nous entendrons le gouvernement dire au cours d'un débat qui aura lieu à la Chambre qu'il n'y a rien qui cloche dans l'économie et qu'il n'y a pas de chômage, que ces problèmes n'existent pas.

Le député de Scarborough-Ouest (M. Martin), si je l'ai bien compris, a déclaré qu'il était heureux que nous puissions donner de l'argent par l'entremise de la Société pour l'expansion des exportations car cela créerait des emplois au Canada.

M. Martin: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le député a fait allusion à mes propos. Je n'ai aucunement mentionné que la Société pour l'expansion des exportations donnait de l'argent, et c'est évidemment là un commentaire ridicule.

M. Peters: Alors on consent des prêts plutôt que de simples dons. Le député a dit que les sommes que nous avons dépensées en Indonésie avaient créé 3,000 emplois dans le secteur manufacturier et que le prêt que nous avons consenti au Guatemala en avait créé 1,100. Puis il a dit que cette situation était beaucoup plus avantageuse que celle qui existe à Sudbury où 3,000 travailleurs ont été congédiés en raison de ce qui s'est passé en Indonésie et au Guatemala. Il était intéressant d'écouter le ministre au comité permanent de l'agriculture ce matin. Je vais paraphraser son discours, car il est verbeux et ce qu'il dit doit être réduit quelque peu.

Mme Campagnolo: J'en connais d'autres qui sont verbeux.

M. Peters: Sans doute, il y en a d'autres. Ce qu'il a dit ce matin, c'est que le gouvernement n'était pas en mesure de régler les droits de douane et qu'on éprouvait beaucoup de difficultés à la Conférence de Genève sur les tarifs douaniers du fait qu'il n'y était pas uniquement question de tarifs. Même si les tarifs douaniers ont été publiés aux États-Unis, il y avait tellement d'autres formes d'aide qu'il n'était pas possible d'en tenir compte au même titre que de simples tarifs douaniers. Si j'ai bien compris, c'est vraiment ce dont on se plaint également en ce qui concerne l'industrie textile.

● (2152)

Si nous appliquons des règles de jeu différentes de celles qu'appliquent les autres pays, ce sera à notre grand détriment. Nous avons déjà été assez stupides dans nos négociations avec d'autres pays. La stupidité des négociations relatives à l'en-